



Conseil de sécurité
Débat ouvert

Menaces pour la paix et la sécurité internationales Elévation du niveau de la mer – Implications pour la paix et la sécurité internationale

New York, le 14 février 2023

Déclaration lue par Thomas Guerber
Secrétaire d'Etat du Département fédéral des affaires étrangères

Monsieur le Président,

Nous vous remercions d'avoir convoqué ce débat. Nos remerciements s'adressent également au Secrétaire général, au Président de l'Assemblée générale, au Co-Président du groupe d'étude de la Commission du droit international ainsi qu'à Madame Coral Pasisi pour leurs exposés.

Les faits sont clairs: notre planète se réchauffe, provoquant la montée des eaux et la fonte des glaciers. La Suisse est au premier rang pour observer ce dernier phénomène. Selon le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, limiter le réchauffement climatique à 1,5 degré Celsius permettrait de ralentir la hausse du niveau de la mer. Une mise en œuvre efficace de l'Accord de Paris est donc cruciale pour éviter les pires impacts du changement climatique.

Agir pour la sécurité climatique est l'une des priorités du gouvernement suisse au Conseil de sécurité. Notre pays continuera donc de s'engager à limiter les effets négatifs du changement climatique sur la paix et la sécurité.

Permettez-moi de souligner trois points :

Premièrement : L'élévation du niveau de la mer en raison du réchauffement climatique peut augmenter l'insécurité. La montée des eaux menace les infrastructures, voire même l'existence de certains Etats insulaires ou côtiers. Certains d'entre eux pourraient se retrouver immergés. Par ailleurs, la production agricole, la sécurité alimentaire, l'accès à l'eau et l'habitat sont menacés par l'érosion du sol et la salinisation de l'eau. Certaines régions deviennent inhabitables, ce qui pourrait contraindre des millions de personnes à s'exiler à l'intérieur ou à l'extérieur de leur pays. Dans des contextes fragiles où les capacités de l'Etat sont limitées, tout cela peut engendrer des tensions liées, par exemple, à l'accès aux services de base. Bien que les populations dans leur ensemble subissent les conséquences de la montée des eaux,



ce sont souvent les groupes marginalisés ainsi que les femmes qui en souffrent tout particulièrement.

Deuxièmement : le Conseil de sécurité a un rôle clé à jouer. Il doit faire face à l'un des plus grands risques contemporains pour l'humanité. Le Conseil doit être en mesure d'anticiper les impacts du changement climatique sur la paix et la sécurité internationales au moyen de systèmes d'alerte précoce au sujet des conflits basés sur des données scientifiques fiables. Il doit ensuite intégrer les conclusions de ces évaluations dans ses activités, y compris les missions de maintien de la paix et les missions politiques spéciales. A cet égard, les conseillers climatiques du Mécanisme de sécurité climatique sont un bon exemple. L'élévation du niveau de la mer demande toutefois une réponse intégrée de l'ensemble du système onusien, y inclus de la Commission de la Consolidation de la Paix, et ce sur la base des mandats accordés à chaque entité travaillant sur cette problématique.

Troisièmement : pour faire face à la montée du niveau de la mer, le droit international doit nous servir de boussole. La Convention des Nations Unies sur le droit de la mer ou le principe de prévention des dommages en sont des composantes cruciales. Cependant, malgré le cadre établi du droit international, ces défis climatiques nous confrontent également à de nouvelles questions complexes, au sujet par exemple du statut d'Etat, des droits de l'homme ou encore de la protection des personnes contre les effets spécifiques de ces menaces. Nous saluons pour cette raison le travail en cours de la Commission du droit international.

Monsieur le Président,

Les impacts du changement climatique et l'élévation du niveau de la mer se font déjà sentir aujourd'hui, de manière différenciée en fonction des contextes. Comme l'eau qui relie les glaciers suisses et les îles pacifiques, leurs effets sur la paix et la sécurité dépassent les frontières et nous concernent tous. La Suisse a pris les devants en lançant l'Initiative Nansen avec la Norvège ainsi que la «Plateforme sur les déplacements liés aux catastrophes naturelles» basée à Genève. Cette plateforme vise à améliorer la protection des personnes déplacées au-delà de leurs frontières dans le contexte des catastrophes et du changement climatiques. Nous continuerons notre engagement, notamment en tant que co-président du Groupe d'experts sur le climat, pour limiter les effets négatifs du changement climatique sur la paix et la sécurité lors de notre mandat au Conseil de sécurité.

Je vous remercie.



Security Council
Open debate

Threats to International Peace and Security

Sea-Level Rise – Implications for International Peace and Security

New York, February 14, 2023

Statement read by Thomas Guerber
State Secretary of the Federal Department of Foreign Affairs

Mr. President,

Thank you for convening this debate. We also thank the Secretary-General, the President of the General Assembly, the Co-Chair of the Study Group of the International Law Commission and Ms. Coral Pasisi for their presentations.

The facts are clear: our planet is getting warmer, causing water levels to rise and glaciers to melt. Switzerland is at the forefront of the latter phenomenon. According to the Intergovernmental Panel on Climate Change, limiting global warming to 1.5 degrees Celsius would slow the rise in sea level. Thus, the effective implementation of the Paris Agreement is crucial to avoid the worst impacts of climate change.

Addressing climate security is one of the priorities of the Swiss government in the Security Council. My country will therefore remain committed to limiting the negative effects of climate change on peace and security.

Allow me to emphasize three points:

First, rising sea levels due to global warming can increase insecurity. Rising seas threaten the infrastructure and even the existence of some island and coastal states. Some of these states could find themselves submerged. In addition, agricultural production, food security, access to water and the habitat are threatened by soil erosion and water salinization. Some areas are becoming uninhabitable, which could force millions of people to flee within or outside their country. In fragile contexts where state capacity is limited, this can lead to tensions over, for example, access to basic services. While populations as a whole are affected by rising waters, marginalized groups and women are often particularly affected.

Second, the Security Council has a key role to play. It must face one of the greatest contemporary risks for humanity. The Council must be able to anticipate the impacts of climate change on international peace and security through conflict early warning systems based on



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Swiss Confederation

sound science. It must then integrate the findings of these assessments into its activities, including peacekeeping and special political missions. The Climate Security Mechanism's climate advisors are a good example in this regard. Nevertheless, sea level rise requires an integrated response from the entire UN system, including the Peacebuilding Commission, based on the mandates given to each entity working on this issue.

Third, in order to address sea level rise, international law must serve as our compass. The United Nations Convention on the Law of the Sea or the principle of damage prevention are crucial components. However, despite the established framework of international law, these climate challenges also confront us with new and complex questions, regarding, for example, statehood, human rights or the protection of people against the specific effects of these threats. We therefore welcome the ongoing work of the International Law Commission.

Mr. President,

The impacts of climate change and sea level rise are already being felt today, in a differentiated fashion depending on the contexts. Like the water that binds the Swiss glaciers and the Pacific islands, their effects on peace and security transcend borders and concern us all. Switzerland has taken on a proactive role in launching the Nansen Initiative with Norway as well as the Geneva-based ["Platform on Disaster Displacement"](#). This platform aims to improve the protection of people displaced across borders in the context of disasters and climate change. We will continue our engagement, including as co-chair of the Informal Expert Group on Climate and Security, to limit the negative effects of climate change on peace and security during our tenure on the Security Council.

Thank you.